

VOIX des MÉTAUX

ORGANE DE LIAISON DES ORGANISATIONS SYNDICALES D'OUVRIERS, EMPLOYES, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE DE LA METALLURGIE DE LA RÉGION PARISIENNE

REDACTION ET ADMINISTRATION

11 bis, Rue Roquepine - PARIS

C.G.P. Paris 1258-03

AnJ. 06-20

La lutte continue APRES UN ACCORD

LES difficultés actuelles qui ne cessent pour chacun de nous de s'accroître, font penser à certains d'entre vous que la lutte toujours plus âpre que nous devons mener sans arrêt est bien décevante.

Il n'est ni l'heure, ni le moment de baisser les bras et nous devons tous, plus unis que jamais, penser que nos difficultés actuelles ne cesseront que dans la mesure où sans trêve ni repos nous nous accrocherons à cette idée majeure « libération totale » de la classe ouvrière.

Nous n'avons pas pour habitude de mâcher nos mots et nous continuerons d'appeler un chat un chat, même si cela peut déplaire.

Le capital, plus arrogant que jamais et sentant notre lassitude, ne se fait pas faute de relever rapidement la tête, aidé en cela par certains de nos camarades qui s'acharnent à confondre politique et syndicalisme.

Nous n'avons nullement l'intention de recommencer ici une vaine polémique, nombreux sont déjà nos camarades qui ont jugé sainement et qui savent que seul un syndicalisme libéré totalement de toute ingérence politique peut amener la classe ouvrière à être considérée dans le monde comme elle le doit et placée sur l'échiquier économique à la place qui lui est due.

DONC, camarades debout, et tous ensemble, sans nous lasser, œuvrons pour obtenir enfin que les travailleurs puissent vivre décemment, que nos gouvernants ne nous considèrent plus comme des pions susceptibles d'être manœuvrés au gré de la fantaisie de quelques individus pour qui le matérialisme est la seule raison de vivre.

Nous, syndicalistes chrétiens, nous avons un autre idéal, nous le poursuivons depuis longtemps sans crainte et sommes heureux de constater que nos idées font leur chemin puisque chaque jour plus nombreux sont ceux qui rejoignent nos rangs.

ADHERER à la C.F.T.C. n'est pas tout, il faut qu'autour de vous chacun sache qui vous êtes, quelles sont vos idées et les nôtres et que vous deveniez d'ardents propagandistes acharnés à faire triompher notre point de vue en véritables défenseurs de vos camarades de travail.

Courage, camarades, non seulement la C.F.T.C. compte sur vous, mais la classe ouvrière, toute entière n'attend que votre dévouement pour s'émanciper totalement.

« VOIX DES MÉTAUX. »

Nous ne pensons pas qu'il soit déjà trop tard pour reparler encore des conversations qui ont eu lieu entre le Conseil National du Patronat Français (C.N.P.F.) d'une part, et les organisations ouvrières C.F.T.C., C.G.T., Confédération Générale des Cadres (C.G.O.), d'autre part.

En ce qui concerne la C.F.T.C., les conversations parallèles avec celles engagées par la C.G.T. ont eu lieu 33, rue Jean-Goujon, pendant toute la période qui vient de s'écouler.

Le 6 août, un accord a été signé entre la C.F.T.C. et le C.N.P.F. La presse tout entière et « Syndicalisme » ont assez longuement publié les termes de cet accord pour que nous pensions qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.

Il faut pourtant que vous sachiez tous que nos efforts n'ont pas été vains puisque sur nos différents points de revendication, depuis longtemps connus, nous obtenons quelques satisfactions.

Fidèles à notre ligne de conduite, nous n'avons pas manqué de réclamer que soient révisées les iniques zones de salaires, et nous avons obtenu du C.N.P.F. la création d'une commission d'enquête, qui étudiera très rapidement les conditions de vie par rapport aux salaires perçus par zone déterminée.

Nous sommes également longuement accrochés à cette question des heures supplémentaires. S'il est possible d'admettre que le pays ne se relèvera que dans la mesure où nous travaillerons, il n'en est pas moins vrai que cela ne doit pas être fait sans tenir

compte de l'état physique actuel des travailleurs et tout particulièrement en ce qui concerne les femmes et les jeunes.

Parler de faire des heures supplémentaires quand de toutes parts on nous signale un manque évident de matières premières est une hérésie à laquelle nous ne nous soumettons pas, et nous exigeons la que des mutations massives de travailleurs ne soient pas effectuées sans rime ni raison.

En ce qui concerne les allocations familiales, nous avons également obtenu qu'une révision des zones soit prise en considération.

Le récent arrêté concernant les salaires, signé par M. Daniel Mayer, nous apporte un certain nombre de satisfactions. Ainsi que nous le demandions depuis déjà longtemps, les salaires anormalement bas sont partiellement avantagés par rapport aux hauts salaires qui, eux, ne reçoivent, ainsi que depuis juillet 1946 nous le préconisions, qu'une prime égale pour tous.

Le ministère du Travail, au cours d'un récent entretien (21 août), nous a affirmé qu'une retenue supplémentaire de 1 % sur la masse des salaires serait perçue sur les employeurs en vue de reconsidérer les zones d'allocations familiales, celles-ci devant être désormais comprises dans le même sens que l'abattement des zones de salaires par rapport à la région parisienne.

Certes, nous marquons des points, mais sont-ils suffisants ? Nous ne le pensons pas et, au cours de l'entretien du 21 août, la délégation de la C.F.T.C. n'a pas manqué de le faire remarquer au ministre du Travail.

Nous continuons à penser que l'angoissant problème des salaires et des prix est indivisible. Nous comprenons fort bien que le ministère du Travail ne puisse le résoudre de son propre chef, mais nous

n'admettrons jamais que, dans un gouvernement qui tant de fois et sur tant de problèmes se dit solidaire ne puisse pas résoudre d'un même coup cette question des prix par rapport à nos salaires.

Nous sommes obligés de constater que l'action gouvernementale, si ferme quand il s'agit du salaire des travailleurs, ne peut avoir la même fermeté quand il s'agit des prix.

M. Gingembre, président des Syndicats des Commerçants, a parlé très fort de nombreux fois et le gouvernement a cédé. Pensez-vous, camarades, que nous ne puissions à notre tour parler aussi fort et de la même fermeté de ton pour obliger nos élus à considérer une bonne fois pour toutes qu'il ne peut y avoir, en France, plusieurs catégories de citoyens.

Conscients de bien servir vos intérêts, nous continuerons de lutter pour obtenir que les travailleurs ne soient pas les seuls à faire les frais de la remise en état du pays.

Nous ne cessons de crier au scandale tant que nous verrons encore dans notre pays appauvri un aussi grand nombre de voitures de luxe stationner devant les boîtes de nuit et les bars à la mode et qu'à côté ceux qui vraiment œuvrent à la reconstruction continuent « de crever de faim ».

Nous comptons sur vous pour nous aider à trouver ce qui serait susceptible d'être l'argument massue qui fera définitivement changer cet état de choses qui dure depuis trop longtemps déjà.

En attendant, dans chacune de vos entreprises, dûment documentés sur vos droits, vous exigerez sans faiblesse l'application intégrale et le respect des textes gouvernementaux. Ceci en attendant leur amélioration ; ils en ont encore besoin.

B. BOBIN.

Pour stopper les assassinats : UN PLAN !

Une fois encore, la C.F.T.C. aura prouvé son esprit réaliste, son sens aigu des besoins réels de la classe ouvrière.

Son 23^e Congrès des 24-25-26 mai avait mandaté le nouveau Bureau Confédéral pour étudier et proposer aux pouvoirs publics, un Plan de Ravitaillement des Français, sans aucune considération politique ou électorale. Les délégués du Congrès, mandatés par leurs camarades de travail avaient le seul souci de mettre fin à une politique de ravitaillement pratiquée à la petite semaine, au fur et à mesure de l'acuité des crises alimentaires, sans aucune vue d'ensemble ; politique criminelle qui favorise l'assassinat prémédité d'enfants, de vieux, de malades, de travailleurs.

Une Commission Confédérale de Ravitaillement se mettait aussitôt à l'ouvrage et, deux mois plus tard le 28 juillet, le Bureau Confédéral remettait à M. Ramadier, président du Conseil, un plan complet de réorganisation du Ravitaillement.

A l'heure, où ces lignes seront publiées, « Syndicalisme » aura édité ce plan presque entièrement.

Nous conseillons vivement à nos camarades de se le procurer et de l'étudier et de le faire connaître. Ce numéro de « Voix des Métaux » vous en donne le schéma.

Ce plan est divisé en trois grandes parties :

— Recherche des causes du mauvais fonctionnement de notre appareil de collecte, de distribution, de contrôle et de répartition.

— Inventaire de nos ressources et chiffrage de nos besoins.

— Recherche et mise au point d'un système efficace, pratique, juste, qui assurera à la classe ouvrière, et à tous les consommateurs, un minimum alimentaire indissociable du salaire minimum vital en donnant le nécessaire à tous avant le superflu à quelques-uns.

Il s'agissait d'abord de retracer le rôle de chaque élément du circuit production-consommation. Il est bon de le rappeler à certains qui semblent l'avoir oublié : producteurs, intermédiaires, consommateurs, Etat et son administration. Nous avons donc mis au point pour cela un « Code du Ravitaillement ».

Assurer un minimum alimentaire correspondant au salaire minimum vital.

Donner le nécessaire à tous, avant le superflu à quelques-uns

A la tête de tout le système : Un « Comité gouvernemental de Ravitaillement », véritable comité de salut public en matière alimentaire et composé des hauts fonctionnaires des ministères intéressés, des chefs de service nationaux des produits alimentaires clés. Ce Comité devra avoir tous pouvoirs pour améliorer le ravitaillement, avec priorité sur les autres problèmes.

Ce Comité aura à son service un « Commissariat à la lutte contre le marché noir », placé sous les ordres directs du chef du Gouvernement et groupant tous les services de répression actuels et des représentants des consommateurs.

L'organisation de la production, de la collecte et de la distribution sera assurée, dans chaque secteur économique par les professionnels eux-mêmes groupés dans « l'interprofession ». Ce sont donc les professionnels qui seront responsables devant les pouvoirs publics et les consommateurs du bon ravitaillement de ces derniers.

L'Etat définira les grandes lignes, approuvera les mesures préconisées par chaque interprofession et contrôlera l'exécution de ces mesures.

Le plan réclame le retour à la collecte pour les produits partiels avec réquisition dans les cas nécessaires. Le retour à la liberté ne sera assuré pour chaque produit que lorsque chaque consommateur obtiendra le minimum nécessaire par la collecte. Et encore cette liberté sera-t-elle contrôlée sévèrement au point de vue « prix ».

D'aucuns nous disent : — « Vous êtes donc des partisans du dirigisme ? »

— Parfaitement, mais pas de ce dirigisme bancal qui ne dirige plus grand chose.

Nous sommes payés, nous autres travailleurs, pour savoir que la « Liberté » avec un grand L, réclamée à toutes forces par certains Français aboutit en fait au plus cruel et plus injuste rationnement : celui du porte-monnaie.

R. GILLOT.

(LIRE LA SUITE PAGE 2)

COUP NUL

Un arrêté paru au Journal Officiel du 22 août 1947 nous apprend que les salaires ont été normalisés officiellement.

Que signifie exactement toutes ces entretentes, C.N.P.F., C.G.T., C.F.T.C. à l'issue desquelles un accord avait été conclu et dont une augmentation pour toutes les couches sociales devait être accordée, en fait, nos camarades espéraient toucher une augmentation de salaires correspondant à l'élévation du coût de la vie, mais en réalité ce n'était qu'une régularisation des salaires qui, pratiquement, était donnée sous forme de primes, en attendant que les pouvoirs publics se prononcent sur le chiffre à fixer.

Ainsi la course infernale continue, mais bien entendu ce sont toujours les mêmes qui arrivent bons premiers.

Il n'était pas encore question des chiffres officiels, que déjà les prix des principales denrées faisaient un bond en avant, ainsi la classe ouvrière se trouve toujours délaissée.

Nous pensons exprimer l'opinion de tous nos camarades, lors-

que nous disons que le véritable problème n'est pas de continuer un jeu néfaste pour tous les travailleurs, mais d'avoir un salaire qui ait une valeur réelle, avec lequel on puisse se procurer le minimum indispensable pour vivre. Il faut avoir la possibilité de se nourrir, de se vêtir, de se loger, et pour celui qui est père de famille, que celle-ci puisse bénéficier de ses éléments normaux.

Nous sommes loin de cela, ceux qui prétendent le contraire ne doivent pas avoir beaucoup de contacts parmi les ouvriers, et ne sont certainement pas du même milieu, c'est la seule excuse que nous pouvons leur donner. Il est difficile de parler d'une chose que l'on ignore.

L'arrêté du J. O. du 22 ne fait que confirmer ce que pratiquement, tous nos camarades avaient. Tout au moins en ce qui nous concerne dans les métaux, à peine les pourparlers étaient-ils engagés que tout augmentait avant de connaître l'issue et la décision des pouvoirs publics.

Conclusion, la classe ouvrière en est pour ses illusions et paye les frais.

Cela durera-t-il encore longtemps, c'est à nous tous qu'il faut que nous posions le problème, et aussi faire en sorte que nous le résolvions.

Que faire ? D'abord être organisé syndicalement, et participer à la vie du syndicat. L'on a beaucoup parlé du marché noir. Qu'il y en aurait qui paieraient.

A notre connaissance, nous ne connaissons pas d'exemple que des trafiquants aient été punis, et la danse continue, mais ce sont toujours les mêmes qui mènent le bal.

Concluons : l'augmentation des salaires dans de telles conditions = 0, ce que nous demandons, c'est un blocage effectif du coût de la vie.

BILGER.

VACANCES POPULAIRES

Par cette température caniculaire, qui ne rêve de s'évader quelques jours de son atelier, de son quartier pour aller se détendre pendant quelque temps à la mer ou à la campagne ?

Hélas ! combien de familles ouvrières, de gosses, de jeunes travailleurs n'auront pu connaître encore cette année la joie d'un départ !

Si on songe, par exemple, qu'un grand nombre de travailleurs de la région parisienne perçoivent un salaire qui n'atteint pas les 9.000 fr. par mois et que l'on considère le prix des transports et des pensions d'hôtels, peut-on être étonné d'un tel résultat ?

On nous dira, certes, que des colonies de vacances très accessibles existent pour les enfants et que la S.N.C.F. consent à des réductions sensibles pour les familles, il n'en est pas moins vrai que tous les enfants ne peuvent aller en colonie et que les transports restent un handicap sérieux pour les familles ouvrières.

Les vacances doivent être pour le travailleur l'occasion de se reposer d'une année d'efforts, de pouvoir se retremper pleinement dans l'atmosphère familiale, mais aussi de refaire ses forces physiquement. Or

A. LE DENTU.

(Lire la suite en 2^e page)

DANS L'AVIATION

Liberté Syndicale et Reconversion

Nous relevons dans Le Journal des Débats, Parlementaires du 21 juin 1947, sur la gestion des entreprises nationalisées, l'intervention suivante :

« M. de Bessèze. — M. le ministre de la Production Industrielle a rendu hommage aux organisations syndicales, et il a eu entièrement raison. J'ai dit, en développant mon interpellation, que si nous recevions l'assurance formelle qu'il y aura place, dans les entreprises nationalisées, pour tous les hommes de valeur, quel que soit le Syndicat auquel ils appartiennent, quelles que soient leurs opinions politiques, pourvu qu'ils soient des hommes de valeur, le crédit des entreprises nationalisées sera très haut dans l'opinion publique, parce que, précisément, le climat aura été changé. »

M. G... a effleuré un problème à propos des mesures de compression de personnel. Il me semble que c'est là une question qui pourrait être réglée en toute honnêteté, sans que vraiment la moindre difficulté s'élève.

Il existe des inspecteurs du Travail. Ont-ils pas qualité pour vérifier les conditions de licenciement d'après les critères bien précis d'ancienneté, de qualification professionnelle, de situation familiale, de manière que ces mesures soient vraiment prises dans l'entier respect de la personne humaine et des travailleurs et sans aucun caractère de tendance syndicale ou politique ?

Des enquêtes précises, comme celles que j'ai demandées à M. le ministre de l'Air, des circulaires précises de M. le ministre du Tra-

vail devraient définitivement mettre tout cela au point !

Notons également dans l'ordre du jour voté :

« Confirmant ses vœux antérieurs sur la publicité nécessaire des résultats des entreprises nationales qui ne peuvent s'améliorer qu'en permettant à chaque échelon de la hiérarchie, l'exercice de la part d'initiative et de responsabilité qui lui revient, en dehors de toute considération d'appartenance syndicale ou politique sans porter atteinte aux droits des Comités d'entreprise et des organisations syndicales. »

Nos camarades savent bien que le « Groupe Aviation » a dû intervenir maintes fois auprès de M. le ministre de l'Air, des directeurs des Sociétés nationales et des inspecteurs du Travail pour faire respecter la liberté syndicale et éviter les licenciements de camarades ayant le tort d'appartenir à nos organisations syndicales.

Le « Groupe Aviation » prend acte de ce vote et saura le rappeler le cas échéant.

Nous notons également, dans le même « Journal officiel » les paroles relatives à la Reconversion prononcées par M. Marzelli, ministre de l'Air.

« Je note seulement le fait que, même pendant la période de fabrication intensive de matériel aéronautique qui a suivi la Libération, à la fin de 1944 et pendant tout le cours de l'année 1945, la tâche confiée à l'industrie aéronautique n'était pas suffisante pour occuper à plein le personnel dont elle disposait et qu'il a fallu, de ce

fait, alléger les charges financières par des subventions dites « de maintien de potentiel » de l'ordre de plusieurs milliards.

Il y a donc lieu de penser que les tableaux de charge actuels des usines d'Aviation peuvent faire apparaître un certain excédent de main-d'œuvre.

« Je me suis préoccupé par avance de l'utilisation qui pourrait en être faite. Le licenciement pur et simple serait irrationnel à l'heure où les équipes techniques homogènes toutes constituées, disposant de locaux, d'installations, d'outillage, peuvent rendre d'appréciables services dans de multiples domaines où la production n'a pas encore été organisée. Au surplus, cette attitude ne manquerait pas de soulever des problèmes sociaux auxquels le gouvernement ne peut rester étranger, surtout dans certaines régions où l'activité industrielle ne permettrait pas le remplissage de la main-d'œuvre ainsi libérée.

« Il faut donc songer à procéder à la « Reconversion » de l'activité aéronautique excédentaire, non la reconversion sporadique qui a été parfois pratiquée sous l'empire de la nécessité à la diligence des entreprises intéressées pour occuper, pendant quelques mois, à des fabrications hétéroclites du personnel en surnombre, mais une reconversion méthodique orientée vers des secteurs industriels encore déficients, et pratiquée, non comme un moyen d'apporter un appoint effectif au relèvement de notre économie nationale, qui manque à l'heure actuelle de 600.000 travailleurs.

« Bien entendu, cette tâche dépasse la compétence du ministre de l'Air seul, et comme l'a fait remarquer, fort judicieusement, un de nos collègues, il ne s'agit pas de s'adresser à des travailleurs pour lesquels les industries spécialisées existantes sont mieux placées, sous quoi nous contribuons, au lieu de l'aider, à créer plus de désordre encore dans l'économie du pays. Mais l'organisation de cette reconversion est une tâche gouvernementale, qui doit être entreprise avec tous les départements ministériels intéressés avec le concours des organisations professionnelles et de producteurs. J'ai déjà demandé à M. le Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil le vouloir bien la diriger et la coordonner. »

Le « Groupe Aviation » est heureux de constater la coïncidence entre les idées exprimées par le ministre de l'Air et celles qu'il a lui-même défendues depuis plus de deux ans.

Nous rappelons que le seul rapport sur la reconversion, présenté au Congrès National de l'Aviation Française de 1946 a été fait par un de nos camarades.

Nous rappelons également nos articles de Syndicalisme numéros 111 et 113, de décembre 1946 et de la Voix des Métaux numéros 3 et 11, mars et décembre 1946, où la notion d'une reconversion méthodique était déjà nettement précisée.

En terminant, rappelons que nous avons encore récemment demandé à MM. les ministres de l'Armement et de l'Air, la création d'une Commission des licenciements et d'une Commission de la Reconversion.

L. DESGRANGES.

Rubrique Féminine

Législation du travail féminin

(SUITE)

La réglementation de la durée du travail, l'un des points les plus importants de la législation ouvrière, présente pour les travailleuses un intérêt tout particulier par le fait qu'en quittant l'usine, l'atelier, le magasin ou le bureau où elles ont accompli leur tâche professionnelle, la plupart d'entre elles retrouvent dans leur foyer d'autres tâches à accomplir : celle de ménagère, même lorsqu'elles sont célibataires, et souvent encore celle de mère de famille.

Dès le milieu du siècle dernier, dans les pays les plus anciennement industrialisés, tenant compte que la santé de la femme est un élément vital à la famille et par cela même à la nation, on a cherché à soustraire les femmes aux fatigues d'une journée de travail trop prolongée, en imposant par la loi une réglementation avant qu'une telle mesure pût être prise à l'égard des travailleurs adultes du sexe masculin.

En France, la législation a oscillé entre deux méthodes : réglementation générale et réglementation spéciale. En 1848, on institua pour les ouvrières de la grande industrie la limitation légale de la durée du travail à 12 heures par jour. Les lois postérieures apportèrent d'abord une limitation plus stricte à la durée du travail de diverses catégories de travailleuses : la loi du 19 mai 1874 limitait seulement la durée quotidienne du travail des enfants et instituait le repos du dimanche pour les enfants et les jeunes filles mineures. La loi du 2 novembre 1892 réglementa la durée du travail des femmes de tout âge, instituant pour toutes le repos

hebdomadaire et fixant au maximum à 60 heures par semaine le travail effectif des jeunes filles de 16 à 18 ans, et à 11 heures pendant six jours ouvrables, soit 66 heures par semaine, le travail des jeunes filles de plus de 18 ans et des femmes adultes.

De sorte qu'à cette époque, la législation française sur la durée du travail dans l'industrie comportait quatre régimes différents. La loi du 30 mars 1900, tout en améliorant encore la protection des femmes, établit quelques simplifications : par deux étapes, effectuées en quatre ans, elle amena la durée maximum du travail des femmes de tout âge à celle qui était déjà en vigueur pour les enfants : 10 heures par jour.

Une autre modification fut réalisée par la loi du 4 mars 1913, qui limitait à 10 heures par jour la durée du travail des hommes occupés dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants.

Enfin, la loi du 23 avril 1919 prépara une unification plus complète en reconnaissant le principe de la limitation de la durée du travail à 8 heures par jour ou 48 heures par semaine pour les travailleurs des deux sexes et de tout âge, dans les établissements industriels, limitation du reste ramenée à 40 heures par une loi de 1936.

Avec la semaine de 48 heures, le repos hebdomadaire devenait d'une journée et demie avec la généralisation de la « semaine anglaise » avec les 40 heures, et la répartition de la durée du travail sur 5 jours, le repos hebdomadaire de deux jours se généralisa et particulièrement dans l'industrie métallurgique, repos d'un intérêt évident pour les femmes salariées, en raison du cumul de leurs activités ménagères. Tout en reconnaissant toutefois comme indispensable de tenir compte de l'état économique actuel du pays, nous ne pouvons passer sous silence les exigences du Plan Monnet qui, à l'heure actuelle, demande aux travailleurs de revenir aux 48 heures.

Simone TROISGROS.

(A suivre.)

UN PLAN !

(SUITE DE LA PAGE 1)

L'expérience actuelle de la viande, dont le commerce est pratiquement libre en est une preuve. Nous supplions nos camarades et particulièrement leurs épouses de ne pas se laisser prendre aux belles paroles et promesses de certains commerçants et intermédiaires. Tout le monde réclame avec juste raison « Faites baisser les prix avant tout ! » Que les professionnels des produits alimentaires qui utilisent aussi ce slogan commencent à le mettre en pratique eux-mêmes.

Pour nous, camarades, la C.F.T.C. nous présente un plan complet, réalisable en tous points ; servons-nous en pour gagner la bataille du ravitaillement, aussi importante que la bataille des salaires.

Roger GILLOT

P. S. — Voir numéros 140, 141, 142, 143, 144, 145 de « Syndicalisme » des 31 juillet, 7-14-21-28 août et 4 septembre.

Croquis

Nous ne voulons pas entamer de polémique, ni des débats sur des questions d'ordre politique, estimant que cette tâche n'est pas de notre compétence.

Mais qu'il nous soit malgré tout permis de souligner la coïncidence des revendications et des mesures que préconise la C.F.T.C. en matière économique avec les motions votées tout récemment par le congrès d'un grand parti politique : le parti socialiste, pour ne pas le nommer.

En effet, les motions visant le ravitaillement, la réforme fiscale, les salaires et les prix, les prix agricoles, etc., reflètent exactement ce que nous ne cessons d'affirmer et de réclamer depuis plusieurs mois.

Pour des marxistes, qui ne sauraient être par conséquent qualifiés de réactionnaires, reconnaissons qu'il est alarmant de voir leur parti adopter des points de vue identiques à ceux d'une organisation dont le seul but (comme chacun le sait) consiste à faire de la démagogie et à diviser la classe ouvrière ; à moins que certains en déduisent qu'une telle coïncidence ne peut être le fruit que d'une collusion.

Il est vrai que déjà inféodés aux trusts, au patronat, à l'obscurantisme, etc., nous n'en sommes plus à une collusion près.

Mais alors, où allons-nous ?

LE DESSINATEUR DE SERVICE.

Déclaration commune C.F.T.C. - C.N.P.F.

6 août 1947

Une délégation de la C.F.T.C. et une délégation du C.N.P.F. se sont rencontrées pour examiner la situation en matière de salaires et de prix. Après avoir décidé la constitution de commissions chargées d'étudier les problèmes relatifs aux conventions collectives de travail et à la solution des conflits, elles se sont mises d'accord sur les principes définis dans la déclaration commune C.N.P.F.-C.G.T., en y apportant toutefois un certain nombre de précisions.

La C.F.T.C. et le C.N.P.F. considèrent que l'harmonisation des prestations familiales avec les nouveaux salaires doit avoir pour conséquence de faire prendre comme base de calcul des allocations, dans la Seine et dans les autres départements, le salaire minimum du manoeuvre qui résultera de la décision du gouvernement.

Ils affirment la nécessité de rechercher, au fur et à mesure de l'amélioration de la situation économique résultant des progrès de la production, l'élévation des conditions de vie des familles, notamment par le relèvement des taux des allocations familiales.

Ils sont d'accord pour entreprendre en commun une étude sur la situation des salaires dans les diverses régions, en fonction du coût de la vie, et sur les aménagements éventuels à y apporter.

Favorables à tout ce qui peut dénouer ou atténuer la crise du logement, ils sont prêts à rechercher les moyens de promouvoir une politique effective de l'habitat, qui ait en même temps pour conséquence de ranimer les industries du bâtiment.

Ils demandent que soit intensifiée la production des biens de consommation courante, notamment sous la forme d'articles d'utilité sociale, même au prix d'un ralentissement momentané de la production des biens d'équipement.

Tout en reconnaissant que l'augmentation de la production, en matières premières et énergie, eu égard aux possibilités, est nécessaire pour le bien du pays, la C.F.T.C. et le C.N.P.F. estiment que la prolongation de la durée du travail au-delà de quarante heures, dans le cadre de la loi du 25 février 1946, relative aux heures supplémentaires, ne doit pas avoir pour effet d'altérer la santé des travailleurs, en particulier des femmes et des adolescents ou de compromettre leur vie familiale ; ils sont d'accord pour que le maximum de garantie soit donné aux travailleurs à l'égard des mutations de main-d'œuvre.

Les deux organisations considèrent, enfin, que les mesures arrêtées entre elles, en ce qui concerne les salaires et les prix, ne peuvent avoir leur plein effet que si le Gouvernement prend les initiatives susceptibles de stabiliser les prix agricoles, de les harmoniser avec les prix industriels, d'assurer un ravitaillement rationnel de la population, de coordonner les rouages de l'Etat en vue d'un fonctionnement rapide et efficace.

Pour la C.F.T.C. :

G. TESSIER.
R. VANSIELEGHEM.

Pour le C.N.P.F. :

G. VILLIERS.
E. MAYOLLE.

A travers nos Organisations

A PARIS

THOMSON-NANTEUIL (15^e)
Elections de délégués
Comité entreprise

Premier collège : Ouvriers-Employés.
C.G.T. 229 voix, élus.
C.F.T.C. 158 voix.

Deuxième collège : Techniciens, Agents de maîtrise.
C.G.T. 31 voix.
C.F.T.C. 46 voix, élus.

Troisième collège : Ingénieurs et Cadres.
C.G.T. 20 voix, élus.
C.F.T.C. 10 voix.

SOCIÉTÉ MATRA

Elections délégués du personnel
Deuxième collège : Techniciens, Agents de maîtrise.
Deuxième tour après ballottage.
Elu : Lingueret, C.F.T.C., titulaire, 27 voix.

Salmet, C.F.T.C., suppléant, 30 v.

MORANE-SAULNIER, A PUTEAUX

Elections délégués
Comité d'établissement
Premier collège : Ouvriers, employés.

C.G.T. 790 voix, 4 élus.
C.F.T.C. 280 voix.

Deuxième collège : Agents maîtrise, techniciens.
Premier tour, ballottage.
Deuxième tour :

C.F.T.C. 130 voix, 3 élus.
C.G.T., 107 voix.

« AIR ET FEU » A ARGENTEUIL

Elections délégués
Comité d'entreprise
Elus :

2 titulaires C.G.T.
1 titulaire C.F.T.C.
1 suppléant C.G.T.

Deuxième collège : Agents maîtrise, cadres, employés.
Elus :

2 titulaires C.F.T.C.
2 suppléants C.F.T.C.

EN PROVINCE

S.I.M. A MARSEILLE

Elections au Comité d'entreprise
Collège ouvriers-employés
Inscrits 697, votants 532, nuls 12.

5 candidats titulaires.
C.G.T., 420 voix, élus.
C.F.T.C., 100 voix.

5 candidats suppléants.
C.G.T., 420 voix, élus.
C.F.T.C., 100 voix.

Collège cadre-maîtrise
Inscrits 27, votants 26, nuls 2.
1 candidat titulaire.

C.G.T., 9 voix.
C.F.T.C. 15 voix, élu.
1 candidat suppléant.

C.G.T., 9 voix.
C.F.T.C. 15 voix, élu.

Isolé, tu n'es rien,
Organisé, tu es fort
Syndique-toi !

POUR VOS FETES

LA TROUPE THEATRALE LES COMPAGNONS DE JEUNESSE

qui a pour devise :

PASSER EN FAISANT LE BIEN

et que vous avez applaudie lors de la Fête champêtre de Marly, rappelle qu'elle se tient à la disposition de toutes les sections locales et d'entreprises de la C.F.T.C.

En vous aidant dans votre action, elle vous divertira par un spectacle de choix.

FACILITE DE DEPLACEMENT

Pour tous renseignements, écrire à
LES COMPAGNONS DE JEUNESSE

Délégué responsable :

M. Marcel VEAU

29, boulevard Maurice-Berteaux
— CARRIERES-SUR-SEINE —
(Seine-et-Oise)

Hôtels

Dans le même esprit, les pouvoirs publics pourraient procéder à un classement des hôtels et créer une catégorie dite populaire où les pensions, grâce à des subventions, seraient d'un prix normal et raisonnable.

Certains diront que cette conception est purement démagogique, mais l'emploi des subventions n'a-t-il pas suffisamment été développé pour que les travailleurs en soient pour une fois les heureux bénéficiaires ?

D'ailleurs, ces mesures, si elles étaient appliquées, auraient de réelles répercussions heureuses sur l'état sanitaire de la classe ouvrière française, et ce résultat est, en lui-même, appréciable.

Après avoir sacrifié nécessairement des milliards pour la destruction et la mort, ne serait-il pas aussi sage de faire les mêmes efforts dans le sens de la joie et de la vie ?

Il ne faudrait pas que les vacances deviennent l'apanage des fortunés, et les déshérités ont autant le droit à l'air pur et à la détente.

Souhaitons que 1948 permette à toutes nos familles ouvrières de pouvoir connaître enfin les joies d'une villégiature et la réalisation de ce beau souhait marquerait vraiment un grand pas dans le sens du progrès social et de la libération de tous les travailleurs.

A. LE DENTU.

Plan de réorganisation du Ravitaillement

conçu par la Commission Confédérale du Ravitaillement de la C.F.T.C.

La Commission spécialisée du Ravitaillement devait, avant de présenter un plan d'organisation du Ravitaillement, faire l'étude des méthodes qui ont servi à l'approvisionnement des Français depuis 1939. Pour pouvoir combattre le marché noir et remédier à la mauvaise gestion d'une administration, il fallait analyser le fonctionnement de tous les rouages de la machine et connaître ses défauts et ses possibilités. En effet, il n'aurait servi à rien de présenter un plan quelconque, si techniquement et professionnellement, ce plan était inopérant. De plus, en fournissant un peu le chaos économique qui étouffe les forces vives de la nation, il a été donné à la Commission de se rendre compte d'anomalies politiques, administratives et professionnelles, dont le moins qu'on puisse en dire est qu'elles sont responsables des échecs répétés de tous les systèmes essayés. On peut dire aujourd'hui que trop de facteurs sont intervenus tourdement pour fausser les données du problème et que les hommes et les organisations qui auraient dû régler ces questions ont eu leur attention détournée du véritable but. C'est ainsi qu'on s'est employé à ne résoudre un problème que lorsque l'acuité de la crise nécessitait une intervention immédiate. Bien entendu, on ne s'est jamais préoccupé des problèmes complémentaires et indépendants, ce qui a eu pour résultat un imbroglio invraisemblable et une tentation perpétuelle de s'en sortir par l'illégalité. A certains moments l'Etat lui-même a été contraint de tourner la loi et obligé d'intervenir sur le marché comme un simple particulier désireux d'acquiescer un produit en le payant au prix fort.

La Commission a également constaté que le régime politique imposait aux représentants du peuple et aux ministres, des attitudes contradictoires, fausses, ambiguës selon que les consultations électorales étaient plus ou moins proches, ou selon l'opportunité de la stratégie partisane.

Ainsi, la première tâche de la Commission a donc été la suivante : Rechercher la vérité sur les événements capitaux des sept dernières années, en matière de ravitaillement.

Ausculter l'appareil de collecte et de distribution, ainsi que celui du Contrôle et de la répartition pour découvrir les tares et s'attaquer aux causes.

Après avoir accompli ce travail, la Commission a eu la certitude de pouvoir remédier à cet état de choses à condition d'avoir la volonté farouche de vider les abcès et d'adopter un régime approprié. Ensuite, il a fallu inventorier nos ressources et chiffrer nos besoins. Pour tous les produits clés, la Commission a procédé à une étude détaillée de leur importance avant guerre, pendant la guerre et après guerre ainsi que des modes de répartition successifs. Il a fallu regarder si l'administration était en mesure d'assurer leur répartition judicieuse ou bien si sa gestion ne favorisait pas le marché parallèle.

Il a fallu dresser le répertoire des textes et lois en vigueur réglementant les marchés particuliers. Il a fallu tenir compte des situations de fait créées par la pénurie et l'exploitation du mécontentement populaire par les tenants de libertés économiques. Il a fallu penser tous les systèmes proposés et finalement choisir celui qui, compte tenu des incidences et de la complémentarité des sujets entre eux, représentait la forme la plus équitable du rationnement des Français.

Nous avons cherché un système efficace et pratique qui nous assure le maximum de chances de réussir et, nous souvenant de la motion du dernier Congrès Confédéral, nous avons dit qu'au salaire minimum il devait correspondre le minimum alimentaire.

La C.F.T.C. considère que la situation alimentaire conditionne le pouvoir d'achat du travailleur et la reprise normale de la production. Elle présente donc, en plus d'un projet de réorganisation des salaires, un plan complet de la réorganisation du ravitaillement, comportant des mesures à longue échéance et immédiates.

CODE DU RAVITAILLEMENT

1) Celui qui exploite les richesses du sous-sol, du sol ou de la mer, a le droit de vivre dignement de son travail mais il a aussi l'obligation de fournir à ses concitoyens ce qu'il détient du patrimoine national pour qu'ils puissent participer à l'œuvre commune ;

2) Le rôle du PRODUCTEUR est d'exploiter en vue du bien commun les richesses de base sur lesquelles s'exerce son activité.

Il doit distribuer équitablement les biens produits à tous les consommateurs en fonction, non pas de la fortune, mais des besoins physiologiques ;

3) Lorsque les produits, avant d'atteindre la consommation, doivent être transformés, le COMMERCE a la tâche de s'assurer un stock de roulement, de marchandises nécessaires à une distribution normale aux consommateurs.

Les INTERMEDIAIRES sont au service de la nation. Leur tâche est nécessaire, mais implique des obligations.

Il ne leur appartient pas de stocker au-delà du maximum fixé.

Ils ne doivent pas profiter de leur situation — entre le producteur et le consommateur — pour exploiter l'un et l'autre, mais chercher à diminuer le prix du produit fini par l'accélération de la livraison et la sélection.

Ils sont, par leurs positions, le régulateur du marché. Connaissant les lieux de consommation et de production, ils ont pour tâche d'assurer la ventilation judicieuse de tous les produits.

C'est pourquoi ils sont responsables de l'acheminement des marchandises, ils sont responsables de la conservation des produits et de leurs prix.

4) Les CONSOMMATEURS sont, eux aussi, solidaires, ils ne doivent pas stocker au-delà de leurs besoins. La fortune ne doit pas prévaloir sur le travail.

5) L'ETAT confie à ceux qui produisent, qui transforment et qui vendent, le soin d'assurer la distribution, mais il a le devoir de DEFENDRE LES CONSOMMATEURS en contrôlant les prix et en assurant le minimum vital alimentaire à tous.

C'est pourquoi, si l'Etat n'est pas commerçant, il doit néanmoins superviser et orienter la distribution et se réserver un droit de contrôle sur les organisations profession-

nelles. C'est à lui qu'il appartient de définir les grandes lignes du rationnement et de veiller à ce que les interprofessions observent fidèlement ses directives.

Il doit, par tous les moyens, empêcher la spéculation et réprimer sévèrement la fraude à tous les stades. Il peut supprimer certains organismes professionnels et chercher une nouvelle forme de distribution en éliminant les fraudeurs.

6) L'Etat doit se souvenir que la liberté commerciale se gagne et qu'il ne pourra l'accorder que lorsque la production sera largement suffisante non seulement à la consommation courante mais encore à la constitution de stock de sécurité. Avant de rendre la liberté à un produit, il vérifiera si la « complémentarité » de la production agricole le permet ;

7) Pour assurer ce rôle d'orientation, de surveillance et de coordination, l'Etat délègue une partie de son pouvoir à l'Administration. L'ADMINISTRATION est au service du gouvernement, mais elle est aussi au service de la Nation, c'est-à-dire de la production, de la distribution et du consommateur. C'est pourquoi, l'Administration a un rôle d'informateur à remplir — elle est arbitre dans le jeu commercial. Elle ne doit pas être asservie.

L'Etat assigne à chacun sa place dans l'Economie et le Ravitaillement. Il édicte une loi commune, efficace et unique. Il confie au Commissariat à la lutte contre le marché noir, qui doit grouper tous les services répressifs le soin de l'appliquer. Les sanctions doivent être appropriées au délit ;

8) En matière de ravitaillement, le délit porte sur la santé du consommateur et non pas seulement sur l'argent extorqué. C'est pourquoi, il faut frapper les trafiquants par des PEINES CORPORELLES. Celui qui aura fraudé, indépendamment des poursuites judiciaires et fiscales, sera astreint à un travail manuel. Il sera nourri avec une ration officielle et il réparera aussi, en débattant les ruines ou en reconstruisant les cités détruites, le tort qu'il aura fait à ses concitoyens.

9) Enfin, pour chacun des grands services économiques, l'Etat sera obligé de prendre certaines mesures définitives pour assurer la régularité de l'approvisionnement, tant que la situation difficile le commandera.

SCHEMA DU PLAN

Mesures générales Production

Ressources : Etablissement des ressources pour chacun des principaux produits clés :

Céréales ;
Lait, beurre et dérivés ;
Viandes, produits azotés ;
Vins et boissons ;
Sucre et produits importés ;
Matières grasses, huile ;
Légumes, pommes de terre.

Augmentation de la production par :

Attributions massives d'engrais ;
Rationalisation des méthodes de travail ;
Enseignement technique, agricole ;
Orientation de l'agriculture ;
Priorité de l'agriculture sur l'industrie, pour une modernisation ;
Fabrication intensive de matériel, tracteurs, machines à traire, petit outillage, etc...

Prix :

Détermination du prix de vente de chacun des produits agricoles en fonction, non seulement de son prix de revient, mais également de son importance dans l'alimentation.

Priorité des produits essentiels ;
Suppression des subventions ;
Application d'un système de primes pour le lait aux ayants droit ;
Allocataires-familiaux, retraités, vieillards.

Organisation de la répartition et de la consommation

Besoins :

Détermination des besoins physiologiques.

Distribution. — A) Profession.

Les intermédiaires sont au service des producteurs et des consommateurs. Ils sont responsables des marchandises commercialisées ;

Ils doivent être largement associés au sein des interprofessions (1) ;
L'interprofession produit, collecte et distribue dans son secteur économique.

L'interprofession exécute les plans d'approvisionnement qu'elle a dressés et soumis à l'Etat qui les approuve.

B) Rationnement.

Réorganisation de la collecte pour certains produits essentiels.

Constitution de stocks de sécurité, garantis par contrats d'achats, pour les produits suivants :

Céréales ;
Viande ;
Pommes de terre ;
Vin.

Répression des fraudes à tous les échelons : production, transformation et commercialisation.

Moyens d'application

La situation alimentaire est sérieuse. Le pire sera évité si l'autorité du Gouvernement s'exerce en

(1) L'interprofession est un groupement de professionnels : producteurs, transformateurs, commerçants, qui agissent sur le même produit. Exemple : L'interprofession laitière groupe : producteurs de lait, industriels ou coopératives laitières, crémiers.

Rôle : L'interprofession doit :

1) Augmenter la production ;
2) Diminuer les prix de revient en comprimant les frais généraux ;
3) Assurer la ventilation de la production ;
4) Développer la qualité ;
5) Etudier les marchés commerciaux pour les normaliser ;
6) Promouvoir l'enseignement technique et professionnel ;
7) Améliorer les structures économiques.

L'interprofession est responsable de l'organisation de son secteur économique. Elle étudie les plans de collecte et d'approvisionnement, suivant les grandes lignes définies par l'Etat, en accord avec les Services Nationaux Economiques et les soumet au Comité gouvernemental qui les approuve.

L'interprofession est dotée de pouvoirs d'exécution et de sanction dans le cadre défini par le plan.

vue de l'intérêt national, grâce aux moyens suivants :

A. — 1) Un code du Ravitaillement ;
2) Un Comité gouvernemental du Ravitaillement, véritable comité de salut public en matière alimentaire ;
3) Un Commissariat à la lutte contre le marché noir (2).

B. — 1) Une orientation agricole à l'aide des services nationaux : des céréales, de l'économie laitière, des viandes, des vins et des boissons, du sucre et des produits importés, des pommes de terre et légumes, des pêcheries maritimes ;
2) Une interprofession agissante, organisée et responsable ;
3) Une réforme profonde de l'administration.

Mesures immédiates

Dans l'immédiat, la C.F.T.C. croit possibles les solutions suivantes :

A. — Les céréales :

1) Contrôle permettant la nourriture des animaux, mais assurant en priorité la nourriture des hommes ;
2) Contrôle sévère du rationnement ;
3) Renforcement des moyens mis à la disposition des chefs départementaux des services de l'O.N.I.C., en vue d'effectuer une collecte sérieuse du blé et des céréales secondaires ;
4) Application des mesures préconisées en juillet 1947, lors de la Conférence internationale des Céréales, à Paris.

B. — La viande :

Le recensement du cheptel ;
Le retour à la liberté de transactions sous les réserves suivantes :
1) Fixation du prix à la production, variable selon les régions et les saisons ;
2) Intensification du contrôle des prix sur les marchés ;
3) Prise en charge complète par l'interprofession de l'approvisionnement en viande de tous les centres de consommation : ruraux, citadins, prioritaires ;
4) Fixation du plan d'approvisionnement annuel par département.

Le service des viandes du Secrétariat à la Distribution, rattaché au Comité gouvernemental, suivra chaque semaine dans tous les départements de production l'exécution du plan.

Conformément aux conclusions de la journée confédérale d'étude de la viande, du 17 mars 1947, il sera créé dans chaque département, sous l'autorité du préfet, un groupement de contrôle du marché de la viande. Ce groupement de contrôle disposera d'experts qualifiés analogues aux membres et experts des commissions d'achat. Il pourra, en application de la loi — reconduite — de juillet 1938, relative à l'organisation de la nation en temps de guerre, user de la procédure de réquisition dans le cas où un département de production serait déficient dans l'exécution du plan de congélation le concernant.

(2) Le Commissariat à la lutte contre le marché noir est un comité sous les ordres directs du chef du Gouvernement, dirigé par un Haut-Commissaire et composé d'agents des Ministères de l'Economie Nationale et des Finances, ainsi que des représentants de consommateurs.

Rôle :

1) Assurer une direction unique des services répressifs : Contrôle économique, Contributions, Douanes, Ravitaillement, Gendarmerie, Police ;
2) Veiller à l'exécution du plan d'approvisionnement ;
3) Appliquer le Code du Ravitaillement ;
4) Pourchasser toutes les infractions en matière économique sur tous les produits agricoles et industriels, ainsi que sur les transactions de toute nature : commerciales, immobilières ;
5) Rechercher les causes de spéculation et les supprimer ;
6) Simplifier le contrôle, réformer la procédure, accélérer le mouvement des amendes.

Pouvoirs :

Amendes, fermeture temporaire, fermeture définitive, suppression d'intermédiaires inutiles, service du travail pour les délinquants.

Le Service des Viandes, rattaché au Comité gouvernemental, recevrait, de l'interprofession, le plan de réalisation du bétail pour la congélation et la conserverie pour chaque département excédentaire.

6) Utilisation rationnelle des importations de viande.

C. — Le vin :

Retour au régime d'avant guerre pour les appellations contrôlées et les vins dits de qualité supérieure.

Retour à la liberté de transaction sous les réserves suivantes :

1) Prise en charge complète par l'interprofession de l'approvisionnement en vin de tous les centres de consommation : ruraux, citadins, prioritaires ;
2) Fixation d'un coefficient de majoration applicable sur les prix de 1939 ;
3) Exécution d'un plan de stockage de sécurité confié à l'interprofession ;
4) Importation et distribution régulières des vins d'Afrique du Nord.

D. — Pommes de terre :

Prise en charge complète, par l'interprofession, de l'approvisionnement de tous les centres de consommation ;
Constitution de stocks de sécurité, par l'interprofession, sous contrôle du Comité gouvernemental ;
Fixation des prix dans le cadre d'une harmonisation des prix agricoles.

E. — Lait et dérivés.

a) Mesures immédiates :
Recensement du cheptel (voir viande), augmentation des rations de lait, beurre et fromage ;
Revision et relèvement de l'imposition par tête ;
Exigence de la livraison intégrale de la quantité imposée ;
Renforcement du contrôle ;
réforme de la procédure ;
accélération du recouvrement des amendes ;
Revision du taux des freintes et des parts réservataires ;
Application stricte du rationnement et contrôle sérieux de la remontée des tickets ;
Mise en application des labels de garantie et de qualité ;
Limitation du taux de matière grasse pour certains fromages ;
Mise en vente généralisée du lait écrémé ;
Revision du prix du lait et des produits laitiers.

b) Retour à la liberté :
Prise en charge, par l'interprofession, du secteur laitier pour arriver progressivement à une liberté de transaction, lorsque le relèvement de la quantité distribuée et la stabilisation du prix de la vente le permettront.

F. — Sucre et produits importés :
a) Sucre : attribution mensuelle suivante :
Catégorie E, de 0 à 4 ans : 1.500 grammes ;
Catégorie J, de 4 à 10 ans : 1.000 grammes ;
Catégorie A, de 10 à 21 ans : 1.000 grammes ;
Catégorie M, de 21 à 70 ans : 750 grammes ;
Catégorie V, au-dessus de 70 ans : 1.000 grammes.

Diminution des attributions aux industries utilisatrices et aux collectivités ;
Renforcement du contrôle : réforme de la procédure ; accélération du recouvrement des amendes ;
Application stricte du rationnement et contrôle sérieux de la remontée des tickets.

b) Autres produits :
Amélioration des apports de café de l'Union Française ;
Répartition équitable des bananes, des agrumes et des corps gras importés ;
Organisation rationnelle des transports.

G. — Poisson :

Liberté de transaction pour le poisson ;
Retour à la liberté pour les conserves de poissons, sauf conserves à l'huile et thon au naturel ;
Prise en charge complète de la distribution par l'interprofession ;
Fixation d'un coefficient de majoration applicable sur les prix de 1939.

H. — Baisse du prix des légumes et des fruits.
Organisation de l'interprofession.

DOCUMENTATION

MAJORATIONS DES SALAIRES

Journal officiel du 22 août 1947
Arrêté du 21 août 1947

Le président du Conseil des ministres, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale et le ministre de l'Economie nationale,

Arrêtent,

Art. premier. — Les taux des salaires légaux tels qu'ils résultent de l'arrêté du 29 juillet 1946 portant relèvement des salaires sont majorés de 11 p. 100.

Art. 2. — Le montant des salaires applicables à compter du 1er juillet 1947 sera calculé en appliquant aux salaires au 1er mai 1947, abstraction faite des majorations éventuelles pour heures supplémentaires et de l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle instituée par la loi du 31 mars 1947, une indemnité horaire qui ne pourra excéder le taux figurant au tableau ci-annexé et auquel sont applicables les abattements légaux de zones.

Art. 3. — Pour les travailleurs rémunérés au rendement, l'application du barème se fera sur la base de la rémunération moyenne versée au cours du mois d'avril et pour un rendement normal à l'ensemble des salariés de la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent.

Art. 4. — Pour les salariés rémunérés au mois, il sera fait application des dispositions de l'article 2 ci-dessus en multipliant les taux horaires prévus au barème ci-annexé par le nombre d'heures correspondant à leur horaire mensuel.

Art. 5. — Les augmentations acquises sous formes diverses depuis le 1er mai 1947, même si elles prennent effet avant cette date, y compris celles résultant des primes à la production, des acomptes ou avances diverses, sont incluses dans les salaires tels qu'ils résultent des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

Art. 6. — L'application des dispositions du présent arrêté ne devra pas se traduire par une réduction du taux de rémunération en vigueur à la date du 1er juillet 1947.

Art. 7. — Les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1947 modifié par l'arrêté du 31 mai 1947 fixant les conditions d'attribution d'une indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle, ainsi que celles de l'arrêté du 20 juin 1947, relatif à l'attribution de primes à la production et de l'arrêté du 27 juin 1947 relatif à la procédure de règlement des conflits en matière de primes à la production, sont abrogées.

Art. 8. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1er juillet 1947.

Note : 1° Pour tous les salaires horaires supérieurs à 73 fr., l'indemnité nouvelle est uniformément fixée à 8 fr. ;

2° Les abattements légaux de zones sont applicables au barème ci-dessous

Salaire au 1er mai 1947 compte non tenu de l'indemnité temporaire et exceptionnelle	INDEMNITE HORAIRE A COMPTER DU 1er JUILLET 1947		
	Part correspondant à l'indemnité temporaire et exceptionnelle	Indemnité nouvelle	Total de l'indemnité horaire
28 fr.	9 fr. 50	5 fr.	14 fr. 50
29 fr.	8 fr. 50	5 fr.	13 fr. 50
30 fr.	7 fr. 50	5 fr.	12 fr. 50
31 fr.	6 fr. 50	5 fr.	11 fr. 50
32 fr.	5 fr. 50	5 fr.	10 fr. 50
33 fr.	4 fr. 50	5 fr.	9 fr. 50
34 fr.	3 fr. 50	5 fr.	8 fr. 50
35 fr.	2 fr. 50	5 fr.	7 fr. 50
36 fr.	1 fr. 50	5 fr.	6 fr. 50
37 fr.	0 fr. 50	5 fr.	5 fr. 50
38 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
39 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
40 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
41 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
42 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
43 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
44 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
45 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
46 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
47 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
48 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
49 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
50 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
51 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
52 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
53 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
54 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
55 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
56 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
57 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
58 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
59 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
60 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
61 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
62 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
63 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
64 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
65 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
66 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
67 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
68 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
69 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
70 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
71 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
72 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50
73 fr.	—	5 fr.	5 fr. 50

CHEZ LES OUVRIERS

1er MAI

La loi du 30 avril 1947, J. O. du 1er mai, stipule dans ses articles 1 et 2, que la journée du 1er mai sera chômée et que le congé ainsi institué ne pourra être cause de réduction de traitements, salaires mensuels ou hebdomadaires. La question se posait de savoir si un salarié, se trouvant en état d'incapacité temporaire pendant une période comprenant le jour du 1er mai, pouvait néanmoins prétendre au paiement d'une indemnité afférente à cette journée.

Le ministre du Travail, pressenti à ce sujet a répondu le 30 juillet au Syndicat ouvrier de la Métallurgie de la Région parisienne dans les termes suivants :

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient, à mon sens, d'établir une distinction suivant que le travailleur absent le jour du 1er mai pour cause de maladie ou d'accident du travail, perçoit ou non, à cette date, les prestations ou indemnités journalières accordées au titre de la Sécurité sociale.

Dans le premier cas, s'il n'a pas interrompu son travail depuis un nombre de jours suffisant pour ouvrir droit au versement des prestations, j'estime qu'il peut recevoir l'intégralité du salaire qu'il aurait perçu s'il avait travaillé le 1er mai.

Dans le cas contraire, il ne pourrait prétendre qu'à une indemnité égale à la différence entre le salaire qu'il aurait perçu et le montant des dites prestations ou indemnités.

J'ajoute que dans le cas où un

différend viendrait à s'élever à ce sujet, il appartiendrait aux parties intéressées d'en référer aux tribunaux compétents.

Le Ministre par délégation.

Majorations des prestations sociales

COMPENSATION DE LA SUPPRESSION DE CERTAINES SUBVENTIONS ECONOMIQUES

Loi du 25 juin 1947 (J.O. du 26 juin 1947.)

Vieux travailleurs : Allocation portée de 15.000 à 18.000 francs, majoration pour le conjoint à charge portée de 4.000 à 5.000 francs. Pension d'invalidité des A.S. : Maximum porté de 15.000 à 18.000 fr. ; Assistance aux infirmes et incurables (âgés de moins de soixante ans) : Minimum et maximum portés à 670 fr. et 820 francs ;

Allocations temporaires aux vieux : Portée à 820 francs par mois ;

Avantages accordés au conjoint, veuf ou veuve d'un salarié pensionné des A.S. ou titulaire de l'allocation aux vieux travailleurs sont majorés, le cas échéant, pour être portés au taux de l'allocation temporaire aux vieux.

Que contient l'arrêté ?

L'arrêté du 21 août 1947 (J.O. des 22 et 27 août) contient plusieurs principes :

1° Les salaires légaux résultant de l'arrêté du 29 juillet 1946 (après la conférence du Palais-Royal) sont majorés de 11 %. Donc, tous les salaires légaux minima, minima garantis au bout de un et trois mois, moyen maxima et maxima sont majorés de 11 %. Autrement dit, la grille de calcul des salaires et traitements n'a pas changé (article premier) ;

2° Mais la véritable augmentation des salaires s'applique sur les salaires réels perçus au 1er mai 1947, et suivant le barème annexé à l'arrêté. Le salaire réel s'entend par le salaire de base, plus les primes de rendement, les bonus, individuels ou collectifs, variables ou forfaitaires. N'entrent pas en ligne de compte dans ce salaire réel l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle (complément du salaire jusqu'à 7.000), la prime d'ancienneté, les heures supplémentaires, etc. (article 2). La majoration a lieu à partir du 1er juillet 1947 (articles 2 et 8).

Elle absorbe (elle ne s'ajoute pas) toutes les augmentations acquises entre le 1er mai et le 1er juillet, mais si elles prenaient effet avant le 1er mai : primes à la production, acomptes, primes à la production, avances ou acomptes divers, etc. Autrement dit, on déduira du rappel de la nouvelle augmentation ce qui a été accordé pendant cette période de deux mois (article 5).

Néanmoins, si l'augmentation accordée pendant ces deux mois est supérieure à l'augmentation accordée par cet arrêté, le taux définitif sera celui de la première augmentation (article 6).

Premier exemple : Un ouvrier gagnait au 1er mai (prime de rendement comprise) 60 fr. Il a obtenu, entre le 1er mai et le 1er juillet, 5 fr. de l'heure comme prime à la production. Son salaire de 60 fr. est majoré de 6 fr. 60 par l'arrêté. Il percevra donc un rappel, depuis le 1er juillet, de 6 fr. 60 - 5 fr. = 1 fr. 60.

Deuxième exemple : Un ouvrier au même tarif a obtenu 8 fr. de l'heure comme prime à la production. Son nouveau taux sera donc de 60 fr. + 8 fr. = 68 fr. (pas de réduction du taux en vigueur au 1er juillet).

3° L'indemnité mensuelle temporaire (complément du salaire jusqu'à 7.000 fr.) et les primes à la production sont supprimées (dans le cas seulement où ces dernières résultaient de l'arrêté du 27 juin 1947) (article 7).

5° Pour les travailleurs rémunérés au rendement, on recherchera la rémunération moyenne versée au mois d'avril pour une même catégorie de personnel (O.S. ou P. etc.). La nouvelle moyenne de rémunération, à rendement identique, sera celle obtenue en majorant l'ancienne moyenne suivant le tableau déjà nommé. Les salaires individuels au rendement seront donc automatiquement relevés (article 3).

6° Pour les mensuels, on divisera leur salaire sur 40 heures au 1er mai, par 173 heures, pour obtenir le salaire horaire, que l'on majorera conformément au tableau. Le nouveau salaire horaire obtenu, multiplié par 173 heures, donnera le nouveau salaire mensuel pour 40 heures. Les primes d'ancienneté, heures supplémentaires, etc., formeront alors comme d'habitude.

7° Les abattements de zones et pour les moins de 18 ans sont applicables au tableau en question.

R. G.

JURISPRUDENCE

CODE DU TRAVAIL. — Classification professionnelle - Commission paritaire - Compétence du Conseil de Prud'hommes.

Quand un désaccord s'est élevé sur le classement d'un salarié dans une catégorie professionnelle prévue par un arrêté déterminant les salaires dans une profession et que la commission paritaire prévue à l'article 2, alinéa 1, du Code du Travail, n'a pas pu parvenir à une solution, le Conseil des Prud'hommes, saisi par le salarié à raison de l'attitude de l'employeur qui refusait de s'incliner devant la décision de la commission, n'a pas seulement à constater ladite décision pour faire droit à la demande de l'intéressé, il doit rechercher lui-même si le salarié rentre bien dans la catégorie qu'il réclame en se basant sur les termes de l'engagement, la fonction assumée, les définitions de la convention collective et déterminer les salaires, primes et prestations auxquelles l'intéressé a droit. (Conseil des Prud'hommes de Creil, 28 juin 1946.) (Gazette du Palais, 6 décembre 1946.)

CODE DU TRAVAIL. — Embauchage et licenciement - Date de la rupture - Préavis.

Le contrat de travail prend fin à compter de la date à laquelle est accordée l'autorisation de licenciement, sans tenir compte du délai de transmission de cette décision. (Tribunal civil de la Seine, 7^e Chambre, 29 octobre 1946.)

(Questions Prud'homales, avril 1947.)

PRESTATIONS FAMILIALES

NOUVEAUX BAREMES APPLICABLES EN SEINE ET SEINE-ET-OISE (communes urbaines) à partir du 1^{er} août 1947

(Application de la loi du 25 juin 1947. J. O. : 26-6)

		SEINE ET SEINE-ET-OISE (Urbains)	
		Anciens taux	Nouveaux taux du 1 ^{er} août 1947
Première allocation de maternité (Seine et tout le département de Seine-et-Oise)		16.950 fr.	21.000 fr.
Allocation de maternité autre que la première (Seine et tout le départe- ment de Seine-et-Oise)		11.300 fr.	14.000 fr.
Jeunes ménages S.U.		565 fr.	700 fr.
Enfant d'une famille de deux ou plusieurs enfants qui demeure seul à charge S.U.		1.130 fr.	1.400 fr.
Enfant unique de moins de 5 ans. S.U.		1.130 fr.	1.400 fr.
Enfant unique à partir de 5 ans à la charge soit d'un allocataire isolé qui en assume seul l'entretien ef- fectif, soit d'un allocataire dont le conjoint malade ou infirme n'a pas les revenus nécessaires pour assu- rer l'entretien de cet enfant. S.U.		1.130 fr.	1.400 fr.
Enfant unique à charge, au-dessus de 5 ans, n'étant pas dans le cas ci-dessus S.U.		565 fr.	700 fr.
2 enfants	A.F. 1.130 fr.	3.390 fr.	1.400 fr.
—	S.U. 2.260 fr.		2.800 fr.
			4.200 fr.
3 enfants	A.F. 2.825 fr.	5.650 fr.	3.500 fr.
—	S.U. 2.825 fr.		3.500 fr.
			7.000 fr.
4 enfants	A.F. 4.520 fr.	7.345 fr.	5.600 fr.
—	S.U. 2.825 fr.		3.500 fr.
			9.100 fr.
5 enfants	A.F. 6.215 fr.	9.040 fr.	7.700 fr.
—	S.U. 2.825 fr.		3.500 fr.
			11.200 fr.
6 enfants	A.F. 7.910 fr.	10.735 fr.	9.800 fr.
—	S.U. 2.825 fr.		3.500 fr.
			13.300 fr.

Pour la province, une augmentation proportionnelle égale est établie en appliquant les pourcentages antérieurement fixés sur les salaires mensuels moyens départementaux, nouvellement relevés par la circulaire No 24 FF du 23 juillet (J. O. du 30).

LE RELEVEMENT DE LA LIMITE D'EXONERATION en matière des impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères

LOI DU 30 JUIN (J. O. du 2 juillet 1947)

Article premier. — A partir du 1er juillet 1947, sont exonérés de l'impôt cédulaire :

1. Les traitements, indemnités, émoluments et salaires dont le montant, ramené à l'année, après déduction de la cotisation ouvrière aux Assurances sociales ou de la retenue pour la retraite, et, le cas échéant, de la déduction supplémentaire pour

frais professionnels, ne dépasse pas 84.000 francs ;

2. Les pensions et les rentes viagères dont le montant net ramené à l'année ne dépasse pas 75.600 francs.

Art. 2. — En ce qui concerne les contribuables dont le salaire, ramené à l'année et déterminé ainsi qu'il est précisé au 1^o de l'article précédent, dépasse 84.000 francs sans excéder 100.000 francs, le montant de l'impôt annuel est fixé conformément au tableau ci-après :

MONTANT du revenu annuel	DROITS DUS PAR UN CONTRIBUABLE AYANT			
	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants
84.000 fr.	0	0	0	0
85.000 fr.	200 fr.	170 fr.	140 fr.	50 fr.
86.000 fr.	400 fr.	340 fr.	280 fr.	100 fr.
87.000 fr.	600 fr.	510 fr.	420 fr.	150 fr.
88.000 fr.	800 fr.	680 fr.	560 fr.	200 fr.
89.000 fr.	1.000 fr.	850 fr.	700 fr.	250 fr.
90.000 fr.	1.200 fr.	1.020 fr.	840 fr.	300 fr.
91.000 fr.	1.400 fr.	1.190 fr.	980 fr.	350 fr.
92.000 fr.	1.600 fr.	1.360 fr.	1.120 fr.	400 fr.
93.000 fr.	1.800 fr.	1.530 fr.	1.260 fr.	450 fr.
94.000 fr.	2.000 fr.	1.700 fr.	1.400 fr.	500 fr.
95.000 fr.	2.200 fr.	1.870 fr.	1.540 fr.	550 fr.
96.000 fr.	2.400 fr.	2.040 fr.	1.680 fr.	600 fr.
97.000 fr.	2.600 fr.	2.210 fr.	1.820 fr.	650 fr.
98.000 fr.	2.800 fr.	2.380 fr.	1.960 fr.	700 fr.
99.000 fr.	3.000 fr.	2.550 fr.	2.100 fr.	750 fr.
100.000 fr.	3.200 fr.	2.720 fr.	2.240 fr.	800 fr.

Art. 3. — En ce qui concerne les pensions et les rentes viagères, dont le montant net annuel est égal aux chiffres de la première colonne du tableau ci-dessus diminué de 10 0/0, l'impôt sera fixé conformément au dit tableau.

Art. 4. — En vue de la régularisation à effectuer pour 1947, en vertu de l'article 73 bis du Code général des impôts directs, il sera retranché du montant de l'impôt afférent au total des traitements, salaires, pensions ou rentes viagères, dont le contribuable aura disposé pendant ladite année, l'impôt correspondant,

d'après les dispositions en vigueur au 1er janvier 1947, aux sommes perçues au cours du deuxième semestre, lorsque celles-ci ne dépasseront pas la limite d'exonération prévue à l'article premier de la présente loi ramenée au semestre.

Il en sera de même pour les contribuables dont le revenu du deuxième semestre dépassera cette limite sans excéder le chiffre maximum visé aux articles 2 et 3. Toutefois, dans ce cas, l'impôt à déduire sera préalablement diminué du montant des droits correspondant audit revenu d'après le tableau de l'article 2.

Représentation proportionnelle

CALCUL DES SIEGES OBTENUS

Dans notre dernier numéro, nous vous avons donné un exemple de calcul de répartition des sièges.

Certains ont posé des questions pour nous dire que dans le cas que nous avions pris, nous avions considéré des listes panachées.

Il ne s'agit pas de cela. L'exemple que nous avons pris s'explique par le fait que des noms ont été rayés sur les listes.

L'exemple n'était peut-être pas très bien choisi car rien, dans le texte de la loi ni dans les débats, n'apportait

de lumière sur ce point là. Il apparaît, pour nous, possible de le faire, mais ce cas n'est pas tranché dans la loi.

Pour reprendre notre exemple, il n'y a qu'à supposer que la liste O.G.T. a obtenu 316 voix, la liste O.F.T.G. 478 voix.

Les sièges obtenus seront attribués d'après l'ordre de la liste.

Le Directeur : Ch. SAVOILLAN Imp. J.E.P., 7, rue Cadet, Paris-9^e Travail exécuté par des syndiqués